

prévision de ce conflit, le Congrès des États-Unis était occupé à amputer le budget de défense américain de quelques milliards, dans une tentative désespérée de s'attaquer aux problèmes économiques de la nation, et plus particulièrement au déficit fédéral. La situation était à peu près la même en Union soviétique, sauf que la conversion de la production d'armements marquait le pas ces derniers temps.

Bien sûr, il aurait encore fallu que les changements s'opérant dans les pays industrialisés du Nord se concrétisent par de nouvelles démarches à l'échelle du commerce international des armements tout entier, mais le changement des tendances de la demande en matière d'armements laissait déjà espérer des progrès dans l'avenir. Ainsi les Nations Unies avaient, elles aussi, adopté une autre optique de ce côté-là, le premier indice de leurs nouvelles préoccupations étant la convocation de comités d'experts et la tenue de conférences spécialisées sur les moyens d'accroître la transparence dans le commerce international des armements.

Avant l'invasion du Koweït par l'Irak, le marché des armements était languissant dans tout le Moyen-Orient à cause de la baisse des prix du pétrole, quoique la demande eût continué à être forte comparée à d'autres parties du tiers-monde – comme en témoignait la transaction *al Yamamah* passée entre la Grande-Bretagne et l'Arabie saoudite pour des milliards de dollars d'avions *Tornado* et *Hawk* ainsi que d'autres équipements et installations. Par l'intermédiaire du Conseil de coopération du Golfe, plusieurs pays riches en pétrole, tels que l'Oman et l'Arabie saoudite, avaient entrepris de rationaliser leur approvisionnement en armes afin d'éviter le double emploi et le gaspillage.

Par ailleurs, les pays pauvres du tiers-monde avaient commencé à se rendre compte qu'il était impossible d'acquérir un potentiel militaire vaste et varié sans disposer de grosses quantités de devises étrangères, lesquelles étaient de plus en plus souvent à la seule disposition des États producteurs de pétrole et de certains pays nouvellement industrialisés, tels que la Corée du Sud. Le Pakistan, par exemple, comprit, une fois que les Soviétiques eurent quitté l'Afghanistan, que l'engagement pris par les États-Unis en matière d'aide économique et militaire était loin d'être illimité. Et les dépenses effrénées faites par l'Inde en matière de défense tout au long des années 1980 s'arrêtèrent prématurément, laissant de larges brèches dans le potentiel militaire, ce qui incita, plus récemment, le gouvernement à se livrer à un réexamen de sa politique de défense. Dans le cas de l'Inde, la leçon n'était pas compliquée : un accroissement de l'arsenal militaire si important qu'il en éclipsait même celui de l'Arabie saoudite de ces dernières années ne pouvait se poursuivre avec, en tout et pour tout, trois semaines de disponibilités en devises étrangères à la banque.

IL ÉTAIT ÉGALEMENT SYMPTOMATIQUE QUE LES ventes d'armes à l'Amérique latine aient été si languissantes, ce qui n'était dû qu'en partie à l'augmentation du potentiel de production nationale en matière d'armement. En fait, au cours des dernières années, c'est en Extrême-Orient que les ventes d'armes ont trouvé les meilleurs débouchés. Sur cette toile de fond marquée par une dette extérieure grandissante, une récession

à l'échelle mondiale et une politique de fin de Guerre froide, le marché international des armes ne pouvait que subir de nouvelles compressions.

La guerre du Golfe menace de modifier tout cela au fur et à mesure que les forces armées et les gouvernements en viennent à tirer leurs propres conclusions des événements actuels. Au plan politique, la résolution prise par les États-Unis d'éviter un nouveau Vietnam a mené à une intervention militaire écrasante d'un type on ne peut plus dévastateur : pendant les deux premiers jours de la guerre, les forces alliées ont déversé autant de bombes sur l'Irak que les forces aériennes anglo-américaines sur la ville de Dresde dans les dernières semaines de la Seconde Guerre mondiale. La faiblesse relative de l'Irak va faire réfléchir d'autres puissances ambitieuses du tiers-monde, telles que l'Inde et l'Iran, qui possèdent un potentiel militaire comparable.

Enfin, la crise du Golfe exercera un effet plus subtil et à plus long terme sur le système international. Avant l'attaque déclenchée le 17 janvier, les partisans des autres régimes de sécurité (« la défense non provocatrice ») et la « défense défensive » commençaient à se faire entendre en Europe, à la fois sur le plan intellectuel et politique, même parmi les professionnels. Cependant, les premiers succès des alliés dans le Golfe avalisent puissamment le recours à une technologie militaire de pointe, qui se révèle être apte à retarder l'engagement de troupes à grande échelle et à réduire ainsi le nombre des victimes civiles.

UN AUTRE POINT TOUT AUSSI IMPORTANT, ET QUI A même surpris les commandants interalliés, c'est le bon fonctionnement de cette technologie en milieu hostile. Quoique la mission centrale ne se soit peut-être pas déroulée exactement de la manière escomptée, même les chefs militaires ont semblé un peu surpris de l'absence relative de défaillances techniques. Jusqu'ici, les partisans des régimes de défense de rechange étaient nombreux à invoquer surtout les limites et les défauts de la technologie militaire de pointe pour dénoncer les « dorures » et le genre de pratiques de l'industrie militaire propres à faire grimper les prix, mais sans produire plus qu'un accroissement marginal du potentiel de défense. Pourtant, les attaques à basse altitude lancées par les avions *Tornado*, la précision des missiles *Patriot* et la qualité extraordinaire des dispositifs de collecte d'information et de désignation des objectifs vont faire beaucoup pour occulter l'opinion des « ludistes » face à la technologie militaire moderne.

On peut espérer, toutefois, qu'il y aura beaucoup d'avantages à retirer de cette dialectique, dont le moindre ne sera pas la formulation d'une politique réalisable. Jusqu'ici, le débat sur les régimes de substitution en matière de défense s'est en grande partie toujours traduit par des politiques chimériques axées sur la défaite, l'idée étant de laisser les frontières d'un pays ouvertes à l'invasion et de s'assurer que les aspects négatifs de l'occupation du territoire l'emporteraient sur les avantages possibles.

La guerre du Golfe marque à coup sûr un tournant dans l'histoire de la région pour tous les intéressés. Après la défaite de l'Irak, le système international devra, au moment où il affrontera le problème sous l'aspect de la demande, se con-

traindre à trouver une solution ou du moins un règlement, de concert avec Israël et les États arabes, à la crise politique qui sévit dans la région. Ce processus de paix ne peut s'engager que si Israël et les États-Unis se rendent à l'évidence qu'il faut organiser une conférence régionale sur la paix avec, à l'ordre du jour, la question palestinienne et les frontières *de facto* d'Israël. Par la suite, pour assurer la survie du fragile accord qui pourrait en résulter, il faudra également mettre en oeuvre un régime régional de limitation des armements.

IL EST DIFFICILE D'AVOIR CONFIANCE EN L'AVENIR après une guerre devenue inévitable à cause de l'absence totale de toute politique étrangère et non de l'échec d'une telle politique. Si l'on vient à déterminer l'avenir du Moyen-Orient dans cette optique, la région restera fragile, instable et lourdement armée. Bien sûr, une sorte de paix négative pourrait y régner, ce qui serait une bonne nouvelle pour les gros producteurs et exportateurs d'armes.

Ailleurs, toutefois, les effets conjugués de cette situation seraient catastrophiques. La hausse des prix du pétrole, l'augmentation du déficit américain, l'accroissement des importations d'armes et le ralentissement de l'aide étrangère (la Grande-Bretagne a déjà refusé de fournir une aide supplémentaire au Soudan à cause des frais engendrés par la crise du Golfe) sont autant de facteurs qui vont exacerber les problèmes économiques en Amérique latine, dans le sous-continent africain et en Asie du Sud. Le prix à payer à l'aune de l'échec du développement économique et de l'accroissement des tensions politiques sera lourd. À l'avenir, on pourra peut-être, grâce à une planification habile ou dure en matière de défense, empêcher une nouvelle guerre au Moyen-Orient. Toutefois, dans une situation où il n'y aurait ni guerre ni paix, les conflits et les crises risquent de s'exacerber dans d'autres régions du globe. □



James Wurdell